

## **A - Mesures compensatoires, cadres et expériences**

### **A6 : Mesures compensatoires et espèces protégées : retour d'expérience de l'A65 Langon-Pau**

*Joana GARAT, DREAL Aquitaine*

---

#### **Résumé**

Dans le cadre du projet de création de l'autoroute A65 Langon-Pau, le concessionnaire Aliénor a obtenu une dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de leurs habitats en juillet 2008 sous réserve de la mise en œuvre de différentes mesures dont des mesures de compensation.

Les mesures de compensation prescrites consistent en :

- la sécurisation foncière et la gestion conservatoire en faveur des espèces impactées de 1372 hectares ;
- l'attribution d'enveloppes financières pour la mise en application de certains plans nationaux ou régionaux d'actions.

Une méthodologie a été établie afin de hiérarchiser les secteurs de la recherche foncière : présence des espèces cibles : consultation de la bibliographie et des experts naturalistes locaux ; présence de gestionnaire potentiels ; facilité de sécurisation.

Les secteurs identifiés font l'objet d'un diagnostic écologique. A partir de ce diagnostic, la DREAL valide ou non l'éligibilité du site pour la compensation. Suite à une première phase de prospection, le concessionnaire élargit ses recherches afin d'atteindre ses objectifs. Environ 13% de l'objectif a été sécurisé.

Cette première étape a mis en évidence différentes problématiques : spéculation foncière localement, concurrence entre maîtres d'ouvrage pour les sites de compensation, équivalence entre surface de compensation et rétablissement de la transparence routière pour la faune semi-aquatique...

## Mesures compensatoires et espèces protégées : retour d'expérience de l'A65 Langon-Pau

*Joana GARAT, DREAL Aquitaine*

### La présentation du projet:

- La construction d'un linéaire de 150 km dans un secteur de l'Aquitaine préservé de grosses ITT. Ce projet est issu de plusieurs années de conception et de concertation.
- La DUP date de 2006, la réglementation concernant les espèces protégées a été modifiée en 2007. Cela a posé le problème de la prise en compte de l'ancienneté des études d'impact qui ne prenaient pas en compte cette problématique.
- Les dérogations à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de leurs habitats ont été accordées en 2008.

### Les enjeux

- Un enjeu majeur se trouve sur la traversée de cours d'eau bordés d'une aulnaie-frênaie riche en biodiversité et en bon état ainsi que dans les secteurs humides, des landes à molinie
- 48 espèces animales impactées et 5 espèces végétales. Pour l'Aquitaine, les espèces à fort enjeu écologique sont le Vison d'Europe, menacé d'extinction et le Fadet des laiches car le massif landais est le bastion de ce papillon au niveau européen ainsi que l'Ecrevisse à pieds blancs
- les cours d'eau servent aussi de corridor de déplacement pour les chiroptères.

Les mesures de réduction étaient importantes pour ces espèces et par rapport à l'impact sur les corridors. Il y a eu beaucoup de discussion sur les types d'ouvrages de franchissement des cours d'eau. Des viaducs ont été mis en place pour réduire les impacts pour l'Ecrevisse à pieds blancs et Vison d'Europe qui se sert de la ripisylve et des mégaphorbiaies mais aussi du cours d'eau pour ses déplacements. Il était donc important d'assurer la transparence des ouvrages de franchissement. Ceci est un grand axe de discussion avec le concessionnaire.

Malgré ces mesures de réduction, il reste un impact résiduel fort. Les arrêtés ministériels d'autorisation ont acté comme mesures de compensation la sécurisation et la restauration de 1372 ha avec une gestion conservatoire de ces terrains sur la durée de concession (52 ans) et dans un délai de mise en œuvre fixé à 4 ans.

Ces mesures sont liées à la dérogation à destruction d'espèces protégées et sont détaillées espèces par espèces en termes d'habitats et de surface à compenser.

Le concessionnaire ne pouvait pas avoir sécurisé toutes ces surfaces au moment du dépôt de dossier, mais il avait été demandé qu'il définisse des enveloppes de recherche de sites de compensation. Dans le dossier, 6000 hectares de sites de recherche pour être des sites de compensation avaient été cartographiés le long du tracé de l'infrastructure.

Le concessionnaire a fait appel à CDC Biodiversité comme prestataire pour cette mise en œuvre de la compensation. Un comité de suivi se réunit annuellement, il regroupe les associations, les acteurs du territoire, les services de l'Etat. Des réunions techniques entre la DREAL, le concessionnaire et son prestataire font le point sur l'avancement et sur des points de doctrine sur la mise en œuvre de ces mesures.

CDC Biodiversité a mis en place une méthode pour sécuriser ces sites :

- Identification de sites avec la présence d'espèce cibles : sur la base de la bibliographie et des experts locaux,
- Prise en compte de la facilité de sécurisation foncière : secteur où l'achat ou le conventionnement est facile.

Ceci a permis la priorisation des secteurs d'intervention.

### **Méthode de validation des sites de compensation par la DREAL**

CDC Biodiversité travaille avec les experts locaux pour bien identifier les sites intéressants pour les espèces cibles. Il produit un diagnostic écologique afin que la DREAL valide si ce site est éligible à la compensation.

A l'issue de cette première phase de prospection foncière, il y a eu des sites éliminés soit parce que non intéressants par rapport aux espèces, soit parce que d'autres projets risquent d'être en interaction (ex LGV du Sud-Ouest, projets de canalisation de gaz).

Des sites alternatifs ont été proposés par les experts locaux car jugés plus intéressants pour certaines espèces.

Un tableau d'avancement a été présenté lors du dernier comité de suivi, à 18 mois de la fin du délai de mise en œuvre des mesures compensatoires, 77 % des propriétaires (pour 1062 ha) ont une approche favorable à la compensation mais peu de sites sont déjà sécurisés. Au cours de cette année, il faudra les sécuriser soit par acquisition, soit par convention.

Il existe des problèmes pour établir des conventions sur une longue durée de pérennisation : comment conventionner sur 50 ans ? La CDC travaille sur cette question.

Côté service instructeur, la difficulté dans ce dossier est d'avoir à réagir très vite sur les choix de sites de compensation pour valider ou pas le site dans la négociation avec le propriétaire. Un délai 15 jours a été fixé pour la validation par la DREAL, ce qui est difficilement tenable.

Il existe des problèmes sur la spéculation foncière au niveau local, car les propriétaires savaient que le concessionnaire cherchait des sites de compensation, il y a eu une surenchère. Il y a les soucis d'interaction entre les sites de compensation et les autres projets d'aménagements.

### **Les questions soulevées par la compensation :**

- Quel éloignement du site de compensation est accepté par rapport à l'infrastructure ?
- Pour le Vison d'Europe en particulier, quelle équivalence peut être acceptée entre une surface de compensation et la mise en transparence sur des projets d'ITT plus anciennes et pas encore franchissables ? Si on met des banquettes au niveau d'un ouvrage géré par le Conseil général par exemple, est-ce que cela équivaut à 10 ha d'habitat favorable au Vison ?
- La DREAL n'a pas accepté pas cette proposition. C'est au maître d'ouvrage responsable de l'ancienne ITT de mettre aux normes et d'assurer la transparence.

### **Problèmes soulevés**

Pour ce dossier on est à mi-chemin de la mise en œuvre des mesures de compensation et ce n'est qu'à l'issue du délai que l'on pourra évaluer la faisabilité de ces mesures de compensation sur une surface importante. Est-ce qu'il vaut mieux sécuriser des sites à restaurer ou des sites déjà en bon état ? Les concurrences entre mesures de compensation et nouveaux projets d'aménagement sont un enjeu important à bien articuler.